

Brochure n° 3076

Convention collective nationale

IDCC : 1686. – **COMMERCE ET SERVICES
DE L'AUDIOVISUEL,
DE L'ÉLECTRONIQUE
ET DE L'ÉQUIPEMENT MÉNAGER**
(19^e édition. – Juillet 2005)

AVENANT N° 32 DU 16 NOVEMBRE 2005

RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

(MODIFICATION DE L'AVENANT N° 29)

NOR : ASET0551438M

IDCC : 1686

PRÉAMBULE

Il est rappelé que le champ d'application et la portée du présent avenant sont ceux de l'accord n° 29 relatif à la formation tout au long de la vie dans les commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager.

Article 1^{er}

Modifications du texte

Les dispositions de l'accord n° 29 relatif à la formation tout au long de la vie faisant l'objet de modifications sont :

Article 6

Droit individuel à la formation (DIF)

Article 6.2

Durée

1^{er} alinéa (dernière ligne) :

Dans la phrase : « Ce droit est cumulable... (120) heures. », les mots : « sur six (6) ans » sont supprimés.

5^e alinéa (2^e ligne) :

Le mot « prévisible » est remplacé par « réelle ».

6^e alinéa (2^e ligne) :

Les mots « l'horaire contractuel de travail est inférieur à trente (30) heures par semaine » sont remplacés par « la durée du contrat est inférieure à trente (30) heures par semaine » ;

6^e alinéa (3^e et 4^e ligne) :

Le mot « également » est supprimé ;

Il est ajouté à la fin de la dernière ligne, les mots « et de la durée du contrat ».

7^e alinéa :

Le 7^e alinéa : « Seules les absences assimilées à du temps de travail effectif... sans incidence sur l'acquisition du crédit d'heures DIF. », est supprimé.

Dernier alinéa :

La phrase : « En outre, cette information doit être fournie aux salariés en contrat de travail à durée déterminée au terme de leur contrat. » est ajoutée à la fin du dernier alinéa.

Article 6.5

Modalités de départ en formation

6^e alinéa :

Il est ajouté à la fin du 6^e alinéa : « L'employeur peut demander au salarié de reporter... absences d'autres salariés. », la phrase : « Le salarié peut refuser ce report en maintenant sa demande. Dans ce cas, l'alinéa précédent s'applique, sachant que la date initiale de présentation de la demande est celle qui ouvre le délai de réponse d'un (1) mois de l'employeur. »

Article 8

Plan de formation

Article 8.2

Modalités de mise en œuvre

2^e alinéa (1^{er} point, 3^e ligne) :

Les mots « avec l'accord du salarié concerné » sont supprimés.

2^e alinéa (1^{er} point, 4^e ligne) :

Les mots « avec l'accord du salarié concerné » sont ajoutés après les mots : « peuvent conduire à dépasser ».

Article 12
Financement

12.1.1. Entreprises employant moins de dix (10) salariés

2 dernières lignes :

Le pourcentage de 0,10 % erroné est remplacé par « 1 % ».

12.1.2. Entreprises employant dix (10) salariés et plus

2^e point, 1^{re} ligne :

Le pourcentage de 0,10 % erroné est remplacé par « 1 % ».

Article 2

Date d'application. – Dépôt. – Extension

Article 2.1

Date d'application

Les dispositions du présent avenant sont d'application au 19 octobre 2005, date de publication de l'arrêté d'extension de l'accord n° 29 relatif à la formation tout au long de la vie dans les commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager au *Journal officiel*.

Article 2.2

Dépôt

Le texte du présent avenant sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux articles L. 132-10, R. 132-2 du code du travail.

Article 2.3

Extension

L'extension du présent avenant sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions de l'article L. 133-8 du code du travail et celles qui lui sont liées.

Fait à Paris, le 16 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération nationale des professionnels indépendants de l'électricité et de l'électronique (FEDELEC) ;

Fédération nationale des commerces et services électroniques, radio-télévidéo, électroménager, équipement de la maison (FENACE-REM) ;

Fédération française du négoce de l'ameublement et de l'équipement de la maison (FNAEM) ;

Syndicats de salariés :

Fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services (SNECS) CFE-CGC ;

Fédération des services CFTD ;

Fédération du commerce, des services et force de vente CFTC.